

# La vente de produits phytos en hausse « conjoncturelle » de 8 % en 2018

© 07/01/2020 |  Terre-net Média

**Les ventes de produits phytopharmaceutiques aux distributeurs ont augmenté de 8 % en 2018, une hausse qui « s'explique essentiellement par une anticipation des achats par les agriculteurs » avant une hausse des taxes en 2019, selon l'association des producteurs et vendeurs de produits phytosanitaires (UIPP). [Article mis à jour le 08/01/20 à 10h06]**

« Après une légère baisse en 2017, le comité a constaté une augmentation globale forte (+ 21 %) des quantités vendues de **produits phytopharmaceutiques** en 2018 », ont indiqué mardi soir dans un communiqué les quatre ministères de l'agriculture, de la santé, de la recherche et de la transition écologique.

Plus tôt dans la journée, l'association des producteurs et vendeurs de produits phytosanitaires (UIPP) avait indiqué pour sa part dans un autre communiqué que les ventes de produits phytopharmaceutiques aux distributeurs avaient augmenté de 8 % en 2018, à 68 000 tonnes. « Nous pensons que la hausse de 8 % de la quantité de substances vendues par rapport à 2017 est due à un **effet conjoncturel** », le stockage des produits par les agriculteurs fin 2018 pour **anticiper la hausse de la redevance pour pollution diffuse** (RPD) entrée en vigueur le 1er janvier 2019, a expliqué à l'AFP Eugénia Pommaret, directrice générale de l'UIPP. Ce phénomène avait déjà été observé lors des précédentes augmentations de la RPD en 2008 et 2015, a-t-elle ajouté.

L'explication est la même au niveau gouvernemental : « cette évolution paraît liée à une anticipation des achats en fin d'année 2018 en prévision de l'augmentation de la RPD », assure le communiqué interministériel. « La politique menée depuis 10 ans ne produit pas les résultats attendus », a observé dans un tweet la ministre de la transition écologique et solidaire Elisabeth Borne. « Il nous faut lui donner un nouveau souffle car nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers une société moins dépendante des produits phytosanitaires », a-t-elle ajouté.

## Remis à plat

« Nous, on n'y comprend plus rien », a commenté Eric Thirouin, secrétaire général adjoint FNSEA, auprès de l'AFP, à propos de la différence entre les chiffres donnés par les professionnels et ceux du gouvernement. « On constate que **les pratiques agricoles ont évolué** » et que **les progrès « sont bien réels »**. Il demande donc que les indicateurs soient « remis à plat ». « Je pense qu'on ne peut pas imputer une telle augmentation simplement aux stocks qui ont été faits avant l'introduction d'une augmentation », a pour sa part déclaré à l'AFP François Veillerette, directeur de l'association Générations Futures.

Dans un communiqué, l'organisation écologiste dénonce « cette hausse considérable de la dépendance de notre agriculture aux pesticides qui marque l'échec total de ce plan Ecophyto ! Il est maintenant évident que ce plan restera un échec tant que l'État s'en remettra au bon vouloir de la profession agricole pour faire évoluer de manière volontaire ses pratiques ! ».

« Alors que ces chiffres devraient appeler à une profonde remise en question et à un sursaut historique, le gouvernement reste atone » a réagi de son côté la Fondation Nicolas Hulot, qui « appelle le gouvernement et les parlementaires à se ressaisir pour donner un cap clair aux agriculteurs et protéger l'environnement et les citoyens ».

## « Tragicomique »

« Un plan de réduction qui conduit à une augmentation, ça devient tragicomique! », a commenté François Veillerette. Depuis le Grenelle de l'environnement fin 2007, les deux plans successifs destinés à réduire les pesticides de synthèse, baptisés Ecophyto 1 et 2, ont été des échecs. En avril, le gouvernement français a donc tenté pour la troisième fois de désintoxiquer l'agriculture des excès de la chimie **en lançant un plan EcoPhyto 2+**.

Malgré ces hausses révélées mardi, en 20 ans, **les quantités de matières actives utilisées ont baissé de « plus de 40 % »**, passant d'environ 120 000 tonnes achetées par les distributeurs en 1999 à 68.000 tonnes en 2018, selon les chiffres de l'UIPP.

L'UIPP note également « une augmentation constante de la part des **produits de biocontrôle** (solutions plus respectueuses de l'environnement, NDLR) en volume », passée de 13,4 % en 2010 à 23,7 % en 2017, selon les chiffres de la DGAL (direction générale de l'alimentation, qui dépend du ministère de l'agriculture).

Lire aussi : [Biocontrôle - IBMA vise 30 % du marché et deux solutions pour chaque usage d'ici 2030](#)

« Le nombre et les quantités de substances les plus préoccupantes diminuent d'année en année; la quantité de produits de biocontrôle augmente, tout comme l'engagement des agriculteurs dans des démarches reconnues économes en produits phytosanitaires », assurent également les quatre ministères concernés.